



ÉDITORIAL

Touche pas au grisbi!

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Le couperet est tombé et nul n'est surpris, tant la machine propagandiste s'est déployée avec force. La taxe Zucman a été balayée dans l'Hémicycle. Comme un symbole, ce moment du débat budgétaire a été voté dans la même séquence que la niche parlementaire du RN faisant adopter un texte raciste sur les accords avec l'Algérie. Il indique des alliances possibles entre la droite et l'extrême droite, comme en 2023 sur la loi immigration. Si certains du bloc central ont pu être mal à l'aise à l'idée de voter les propositions racistes du RN, il est évident que la jonction idéologique entre les forces de l'argent et les forces réactionnaires s'accélère. Pour donner une assise matérielle à cette fusion, les libéraux mettent en avant le poids des normes qui nuirait à l'activité. C'est l'idée libertarienne, portée par l'industrie de la tech, qui appelle à libérer les contraintes, comprenez détruire les droits sociaux et démocratiques. Dans le même temps, le RN donne des gages de réduction des dépenses publiques touchant les plus modestes, avec une dose de xénophobie en misant sur des mesures anti-immigration.

Ce moment politique démontre à quel point le clivage gauche-droite reste pertinent, malgré la « disruption » voulue par Emmanuel Macron en 2017. Ce clivage épouse celui de l'affrontement de classe, puisque les grandes fortunes ne se sont jamais autant gavées que sous la présidence macroniste pendant que la barre des 10 millions de pauvres a été dépassée. La France est redevenue un pays d'héritiers et de privilégiés. 60 % du patrimoine est transmis dès la naissance aux mains de quelques milliers de familles. Des millions de nos concitoyens n'atteindront pas à la fin de leur vie le niveau de richesse d'un enfant à peine né des 1 % les plus riches. Mais, pour le capital, la taxe Zucman est une horreur marxiste. Pire, certains n'hésitent pas à mettre sur le même plan la situation d'un patron d'une petite entreprise avec un modeste capital et celle des dirigeants de

multinationales... Tout est fait pour opposer. Pour tant, en proposant une taxation plancher à hauteur de 2 % des patrimoines de plus de 100 millions d'euros, il faut rappeler qu'on est loin de l'impôt sur la fortune ou encore d'une taxation progressive et égalitaire.

Pour celles et ceux qui ont cru à un possible accord et à l'esprit de responsabilité du bloc central, tout ceci montre qu'il n'y a rien à négocier avec une bourgeoisie radicalisée. Le temps du débat à l'Assemblée nationale dépassera selon toute vraisemblance les délais réglementaires. Le Sénat sera donc le maître du contenu avec un programme déjà saignant. Par exemple, la droite veut doubler le nombre de suppressions de postes dans l'éducation nationale, renforcer la baisse des dépenses publiques.

Il y a tout lieu de penser que la nouvelle conférence sociale sur les retraites sera un moment d'hypocrisie. N'en déplaise aux libéraux, les idées de justice fiscale et sociale sont majoritaires dans le pays. Les mobilisations de septembre dernier ont démontré que les mouvements sociaux font infléchir le rapport de force. Si les difficultés du quotidien pour les travailleurs rendent ces mobilisations complexes à inscrire dans la durée, il faut trouver les voies de dialogue et de luttes les plus massives pour les forces de progrès, qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives. C'est la condition pour concrétiser les idées majoritaires dans l'opinion publique et briser l'union qui se façonne au sommet entre le capital et l'extrême droite. ●

La taxe Zucman, une horreur marxiste pour le capital, a été balayée dans l'Hémicycle. Mais les idées de justice fiscale et sociale sont majoritaires dans le pays.